

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 11 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER RECYCLAGE

70 route du stade
74 350 Villy-le-Pelloux

Références : 20240702-RAP-PASSY-Excoffier-Inspection
Code AIOT : 0003204725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juillet 2024 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté chemin du Grand Clos 74 190 Passy. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- chemin du Grand Clos 74190 Passy
- Code AIOT : 0003204725
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Excoffier Recyclage, chemin du Grand Clos à Passy, est situé au sein d'une ancienne dépendance de la gare SNCF de St Gervais/Le Fayet. Ce site était initialement un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers. La SARL SET, bénéficiait d'un arrêté préfectoral du 27 avril 2000 pour y exercer les activités susvisées au titre d'anciennes rubriques la nomenclature des installations classées n°167-a (A), 322-A (A), 98bis-A-1 (A), 329 (A), 2517 (NC), 1530 NC, 1432-2 (NC) et 1434 (NC).

L'établissement a fait l'objet d'un changement d'exploitant, le 13 février 2004, au bénéfice de la SARL « Société de Location de Bennes » (SLB).

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées par décret n°2010-369 du 13 avril 2010, la SARL « Société de Location de Bennes » (SLB) a transmis le 11 avril 2011, un courrier dont le signataire était Jean-Philippe Excoffier, concernant la déclaration de droits acquis, pour les nouvelles rubriques 2713, 2714, 2715, 2716 et 2718 qui avaient été créées dans la nomenclature des installations classées en substitution de celles figurant dans l'arrêté du 27 avril 2000.

Suite à une nouvelle modification de la nomenclature des installations classées du 20 mars 2012, la SARL « Société de Location de Bennes » (SLB) a transmis le 19 mars 2013, un courrier dont le signataire était Jean-Philippe Excoffier, concernant une déclaration de droits acquis, pour ses activités nouvellement concernées par les rubriques 2710-1, 2710-2 et 2711.

Enfin, suite une nouvelle modification de la nomenclature des installations classées du 6 juin 2018, la SARL « Société de Location de Bennes » (SLB) a transmis le 27 mai 2019, un courrier dont le signataire était Jean-Philippe Excoffier, concernant une déclaration de droits acquis, pour les activités suivantes, nouvellement classées sous le régime de l'enregistrement et initialement soumises à autorisation : transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons plastiques, caoutchouc, textiles et bois, relevant de la rubrique 2714.

Le changement d'exploitant avec reprise totale des activités par la société Excoffier Recyclage a fait l'objet d'une déclaration le 6 octobre 2020 et a été acté par une preuve de dépôt délivrée le 7 avril 2021.

La visite d'inspection du 2 juillet 2024 visait à faire le point sur la situation administrative actuelle du site.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, la prescription contrôlée et sa référence réglementaire ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative et volumes des activités | Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3 | Observation |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Nous demandons à l'exploitant de se positionner, sous un délai d'un mois, sur les activités qu'il souhaite poursuivre sur ce site, par rapport à ce qui est

autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 et par rapport à la déclaration de droits acquis du 27 mai 2019.

En particulier, s'il souhaite continuer à bénéficier des rubriques 2718 et 2710, l'exploitant doit à minima être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1,
- l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2.

À défaut, s'il n'a plus l'utilité de conserver ces activités, qu'il n'est plus en mesure de les exploiter dans les conditions réglementaires, ou s'il souhaite arrêter l'exploitation d'autres activités, il devra engager, les concernant, une procédure de cessation des activités, conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

| |
|---|
| Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">• Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3• Déclaration de droits acquis du 11 avril 2011• Déclaration de droits acquis du 19 mars 2013• Déclaration de droits acquis du 27 mai 2019 |
| Thème : Situation administrative, volume des activités |
| Prescriptions contrôlées : <ul style="list-style-type: none">• Article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 pour les rubriques 167-a, 322-A, 98 bis-A-1, 329 et 2517, 1530, 1432-2 et 1434.• Déclaration des droits acquis du 11 avril 2011 concernant les évolutions des rubriques suivantes de la nomenclature :<ul style="list-style-type: none">◦ 167-A (tri de déchets industriels et commerciaux pour un volume de 2,5 t/j qui passe sous les rubriques 2713 (surface dédiée aux déchets métalliques de 300 m²) et 2716 (déchets non dangereux en mélange + plâtre pour un volume de 700 m³),◦ 322-A (tri déchets ménagers pré-triés issus de collecte sélective auprès des ménages) autorisée pour une capacité de tri de 1,1 t/j qui passe en 2715 (verre à hauteur de 120 m³),◦ 98 bis-A-1 (dépôt de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères) pour une quantité entreposée autorisée de 75 m³, passant en 2714 (papiers, cartons, bois, plastiques, caoutchouc, pneumatiques, textiles pour un volume sollicité de 1000m³,◦ 329 pour un dépôt de papiers usés ou souillés dont la quantité autorisée est de 72 t, sollicité en rubrique 2718 pour une capacité de 10 t.• Déclaration des droits acquis du 19 mars 2013 pour bénéficier des rubriques suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ 2710-1 pour une quantité inférieure à 7 t,◦ 2710-2 pour un volume supérieur à 600 m³,◦ 2711 pour un volume compris entre 100 m³ et 1 000 m³.• Déclaration des droits acquis 27 mai 2019 : demande à bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2714-1 sous le régime de l'enregistrement, classée auparavant sous le régime à autorisation. |
| Constats : Les activités du site ont évoluées par rapport aux activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000. |

Nous avons constaté la présence d'une activité de stockage de déchets métalliques non souillés sur une aire extérieure bétonnée, sur une surface d'environ 300 m², en lieu et place d'un ancien bâtiment d'exploitation de 1 250 m² qui a été démoli il y a plusieurs années.

Compte tenu de la surface exploitée, l'activité relève aujourd'hui du régime à déclaration sous la rubrique 2713.

Une alvéole de stockage de gravats d'environ 200 m² est également présente. Ce volume est inférieur au seuil de classement sous la rubrique 2517.

Un stockage de bois d'environ 20 m³ était également présent, Ce volume est inférieur au seuil de classement de la rubrique 2714.

Enfin, le site sert également de stockage de bennes vides.

Il n'a pas été constaté la présence de déchets dangereux sur le site pouvant relever de la rubrique 2718. Nous notons que l'exploitation de transit de déchets dangereux sur le site n'apparaît pas possible à ce jour, compte tenu de l'absence de bâtiment pour les stocker à l'abri des intempéries.

De plus aucune activité de déchetterie, relevant des rubriques 2710-1 et 2710-2, n'a été constatée, ni d'aménagements permettant de réaliser cette activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de se positionner, sous un délai d'un mois, sur les activités qu'il souhaite poursuivre sur ce site, par rapport à ce qui est autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2000 et par rapport à la déclaration de droits acquis du 27 mai 2019.

En particulier, s'il souhaite continuer à bénéficier des rubriques 2718 et 2710, l'exploitant doit à minima être en mesure de justifier qu'il respecte les dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1,
- l'arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2.

À défaut, s'il n'a plus l'utilité de conserver ces activités, qu'il n'est plus en mesure de les exploiter dans les conditions réglementaires, ou s'il souhaite arrêter l'exploitation d'autres activités, il devra engager, les concernant, une procédure de cessation des activités, conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite